

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS

SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE - SOMOCER

Siège social : Menzel Hayet-5033 Monastir.

La Société Moderne de Céramique -SOMOCER- publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 05 juin 2018. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes Madame Chiraz DRIRA et Monsieur Ahmed BELAIFA.

Bilan SOMOCER S.A.
Arrêté au 31 décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

Actifs	Note	2017	2016
Actifs non courants			
Actifs Immobilisés			
Immobilisations incorporelles		2 282 852	2 282 852
<i>Moins : amortissements</i>		<1 441 946>	<1 357 277>
	IV.1	840 906	925 575
Immobilisations corporelles		120 494 930	114 976 365
<i>Moins : amortissements</i>		<66 850 594>	<62 613 626>
<i>Moins : provisions</i>		<593 645>	<593 645>
	IV.2	53 050 691	51 769 094
Immobilisations financières		28 185 798	28 109 399
<i>Moins : provisions</i>		<1 452 008>	<1 414 438>
	IV.3	26 733790	26 694 961
Total des actifs immobilisés		80 625 387	79389630
Autres actifs non courants	IV.4	1 966 051	3 204 306
Total des actifs non courants		82 591 438	82 593 936
Actifs courants			
Stocks		45 403 239	43 149 469
<i>Moins : provisions</i>		<892 320>	<759 562>
	IV.5	44510 919	42 389 907
Clients et comptes rattachés		44 445 884	40 250 242
<i>Moins : provisions</i>		<9 361 439>	<9 453 236>
	IV.6	35 084 445	30 797 006
Autres actifs courants		13 889 328	11 426 636
<i>Moins : provisions</i>		<954 330>	<954 330>
	IV.7	12934998	10 472 306
Autres actifs financiers	IV.8	9826 000	8 770 000
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.9	2 038 871	759 878
Total des actifs courants		104395233	93 189 097
Total des actifs		186986671	175 783 033

Bilan SOMOCER S.A.
Arrêté au 31 décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

Capitaux propres et passifs	Note	2017	2016
Capitaux propres			
Capital		40 656 000	40 656 000
Actions propres		<1 000 000>	-
Réserves		22 481 558	22 145 812
Autres capitaux propres		4 602 021	4 732 382
Résultats reportés		6 179 187	5 920 805
Capitaux propres avant résultat de la période	IV.10	72 918 766	73 454 999
Résultat de l'exercice		4 007 908	794 128
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u>		<u>76 926 674</u>	<u>74 249 127</u>
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts	IV.11	26 716 827	29 692 959
Autres passifs non courants		757 354	657 354
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>27 474 181</u>	<u>30 350 313</u>
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	25 329 932	23 009 787
Autres passifs courants	IV.13	11 230 589	7 553 835
Autres passifs financiers	IV.14	329 184 52	28 163 800
Concours bancaires	IV.15	13 106 843	12 456 171
<u>Total des passifs courants</u>		<u>825 858 16</u>	<u>71 183 593</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>110 059 997</u>	<u>101 533 906</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>186 986 671</u>	<u>175 783 033</u>

Etat de résultat SOMOCER S.A.
Période du 1er janvier au 31 décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	<i>Note</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>
<i>Produits d'exploitation</i>			
Revenus	V.1	84718449	66 646 710
Autres produits d'exploitation	V.2	869 799	639 923
<i>Total des produits d'exploitation</i>		85 588 248	67 286 633
<i>Charges d'exploitation</i>			
Variation stocks des produits finis		<1 936 134>	1 906 077
Achats d'approvisionnements consommés	V.3	<45756120>	<38 481 156>
Charges de personnel	V.4	<13579823>	<12 901 069>
Dotations aux amortissements et aux provisions	V.5	<5760060>	<4 242 875>
Autres charges d'exploitation	V.6	<5 953 762>	<5 037410>
<i>Total des charges d'exploitation</i>		<72985899>	<58 756 433>
<u><i>Résultat d'exploitation</i></u>		<u>12602349</u>	<u>8 530 200</u>
Charges financières nettes	V.7	<8 845390>	<8 387 076>
Produits des placements	V.8	263598	1 050 013
Autres gains ordinaires	V.9	1 234 265	320 278
Autres pertes ordinaires	V.10	<258488>	<304 131>
<u><i>Résultat des activités ordinaires avant impôt</i></u>		<u>4996334</u>	<u>1 209 284</u>
Impôt sur les sociétés		<988426>	<320 933>
<u><i>Résultat des activités ordinaires après impôt</i></u>		<u>4 007 908</u>	<u>888 351</u>
Eléments extraordinaires		-	<94 223>
<u><i>Résultat net de l'exercice</i></u>		<u>4007 908</u>	<u>794 128</u>

Etat de flux de trésorerie SOMOCER S.A
Période du 1er janvier au 31 décembre 2017
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	<i>Note</i>	2017	2016
<i>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</i>			
Encaissements reçus des clients		95 318450	70 361 604
Sommes versées aux fournisseurs		<59 518 737>	<52 199 128>
Sommes versées au personnel		<11 151 973>	<11 612 805>
Frais financiers payés		<3 471172>	<3 528 349>
Encaissement placement		2 201 273	2 000 108
Décaissement placement		<3 949 982>	<3 000 108>
Impôts et taxes payés		<3 398 861>	<1 346 110>
		<u>16 028998</u>	<u>675 211</u>
<i>Flux de trésorerie liés à l'investissement</i>			
Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations corp&incorp		<2 012 657>	<2 218 952>
Décaissements liés à l'acquisition d'immo.financières		<300 000>	-
Dividendes et autres distributions reçues		344 289	-
		<u><1968368></u>	<u><2 218 952></u>
<i>Flux de trésorerie affectés à l'investissement</i>			
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>			
Encaissements suite à l'émission d'actions		-	14 636 160
Encaissements provenant des emprunts		5 450 000	14 364 000
Remboursements d'emprunts		<6 817 922>	<8 034 384>
Encaissements moyens de financements CT	VI.1	50 454 780	64 274 862
Décaissements moyens de financements CT	VI.2	<62 935 171>	<82 041 514>
Encaissements subventions		570000	-
Remboursements autres distributions		<153 996>	<67 457>
		<u><13 432 309></u>	<u>3 131 667</u>
<i>Flux de trésorerie affectés au (générés par le) financement</i>			
Variation de trésorerie		<u>628 321</u>	<u>1 587 926</u>
Trésorerie au début de l'exercice		<u><11 696 293></u>	<u><13 284 219></u>
Trésorerie à la clôture de l'exercice		<u><11067972></u>	<u><11 696 293></u>

Notes aux Etats Financiers

I. Présentation de la société

La Société Moderne de Céramique S.A («SOMOCER» ou «société») est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien.

Elle a été créée le 3 juillet 1985, son capital s'élève au 31 décembre 2017 à 40.656.000 DT divisé en 40.656.000 actions de valeur nominale de 1 DT chacune.

L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, grès, baignoires et poudre atomisée. Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel El Hayet.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

II. Les faits significatifs de l'exercice

- La société a fait l'objet d'un contrôle social qui a couvert les années 2014, 2015 et 2016 et ayant abouti à un redressement de l'ordre de 238 mille dinars. En date du 19 mars 2018, la société a formulé son opposition quant aux résultats du contrôle social. Les procédures liées à ce contrôle sont toujours en cours à la date de publication des états financiers.
- L'entrée en exploitation effective de l'unité de cogénération de l'électricité à partir du 1^{er} janvier 2017.
- Prise de participation dans le capital de la société « SMC » pour un montant de 300 mille dinars. « SMC » est une société anonyme créée en 2017 avec un capital s'élève à 760 mille dinars et qui a pour objet le façonnage, l'impression des cartons et fabrication des palettes en bois.

III. Principes, règles et méthodes comptables

Les états financiers de la société sont présentés selon les dispositions du système comptable des entreprises prévu par la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises.

Les conventions comptables fondamentales concernant les éléments des états financiers et les procédés de prise en compte de l'information financière, sont présentés conformément au cadre conceptuel de la comptabilité. Les méthodes comptables retenues par la société sont en conformité avec les normes comptables tunisiennes « NCT » mises en vigueur par l'arrêté du ministre des finances du 30 décembre 1996.

Les conventions comptables de base et les méthodes les plus significatives appliquées pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

III.1 Immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leurs durées de vie estimées selon le mode linéaire. Par ailleurs, les biens immobilisés d'une valeur inférieure ou égale à 200 dinars, sont amortis

intégralement. Les immobilisations sont enregistrées à leurs prix d'achat hors taxes déductibles augmentés des frais directs d'acquisition.

Les coûts ultérieurs ne sont pas comptabilisés en actifs sauf s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à ces derniers vont à la société et ces coûts peuvent être évalués de façon fiable. Les coûts courants d'entretien sont constatés dans le résultat au cours de la période où ils sont encourus.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Fonds de commerce	5%
- Logiciels	33%
- Constructions	2,86%
- Installations techniques, matériels et outillages industriels	Entre 5% et 20%
- Matériels de transport	20%
- Equipements de bureau et matériels informatiques	10%
- Installations générales, agencements et aménagements	2,86%

La méthode d'amortissement et la durée de vie restante sont revues par le management à l'occasion de chaque arrêté des états financiers.

En cas d'existence d'indices de dépréciation, la valeur comptable nette est ramenée à sa valeur recouvrable estimée par constatation d'une provision pour dépréciation au niveau de l'état de résultat.

III.2 Stocks

Les stocks sont évalués comme suit :

- Les matières premières, matières consommables et pièces de rechange sont valorisées au coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport, de réception et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés ;
- Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et
- Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication.

Les stocks sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire permanent. Les produits achetés ou fabriqués sont portés dans les comptes de stocks au moment de leur acquisition ou de leur production. Leurs sorties pour être utilisés dans la production ou pour être vendus constituent des charges de l'exercice et sont portées, de ce fait, dans l'état de résultat.

Les stocks à rotation lente sont ramenés à leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal d'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente.

III.3 Les emprunts

Les emprunts à long terme figurent au bilan pour la valeur non amortie sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année, est reclassée parmi les passifs courants.

Les charges financières courues (qui incluent les intérêts ainsi que les frais d'émission des emprunts) relatives aux emprunts qui ont servi pour le financement de la construction de d'un actif qualifiant, sont capitalisées au niveau du coût. Les autres charges financières sont comptabilisées en résultat de l'exercice.

III.4 Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

En l'absence de certitude raisonnable quant au transfert de propriété, les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

III.5 Les frais préliminaires et charges à répartir

Il s'agit des frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les frais préliminaires sont portés à l'actif du bilan en charges reportées dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés.

Ces frais englobent toutes les charges antérieures au démarrage de l'unité de production de la poudre atomisée et de l'unité de cogénération : charges financières, amortissements, frais de personnel, frais exceptionnel de démarrage, etc.

Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date d'entrée en exploitation de l'activité avec un délai maximal de cinq ans, à partir de leur engagement.

Les charges à répartir sont relatives aux frais de l'augmentation du capital qui a eu lieu au mois de juin 2016 et aux dépenses publicitaires qui ont un impact bénéfique sur plusieurs exercices et qui ont un caractère non répétitif.

La résorption des frais liés à l'augmentation du capital est faite sur une durée de trois ans et les frais de marketing sont résorbés sur une durée de deux années.

III.6 Provision pour dépréciation des comptes clients et autres actifs courants

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants.

Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier. La provision est estimée selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

III.7 Provisions pour risques et charges

Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. Celle-ci peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information au niveau des notes aux états financiers sauf si la probabilité de sortie des ressources est probable.

III.8 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dont la maturité est inférieure à trois mois).

III.9 Règles de classification et méthode d'évaluation des placements

1. Classification :

Les placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pour plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance.

Les placements à long terme

a- Les titres de participation : Il s'agit des titres détenus dans l'intention de conservation durable en vue d'exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales.

b- Les titres immobilisés : Il s'agit des titres autres que les titres de participation que l'entreprise a l'intention de conserver durablement notamment pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue période ainsi que les titres dont la conservation durable est subie plutôt que voulue sous l'effet de contraintes juridiques.

2. Evaluation :

Les placements à court terme

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les

plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat sur les titres cotés très liquides. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Les placements à long terme

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour déterminer la valeur d'usage, la société prend en compte plusieurs facteurs tels que la valeur du marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

III.10 Revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société.

III.11 Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en dinars tunisien selon le cours de change de la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les éléments monétaires courants libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture et les différences de change en résultantes sont constatées en résultat de l'exercice.

Les éléments monétaires non courants sont convertis au cours de clôture. Les gains et les pertes de change qui en résultent sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de l'élément monétaire s'y rapportant (y compris l'année en cours). L'amortissement tient compte de la durée pondérée par le montant restant à courir de l'élément en question.

L'écart de conversion est ajusté annuellement en fonction du cours de clôture et par rapport au cours historique de la date de l'opération. L'écart de conversion porté au bilan sera basé uniquement sur le gain ou la perte non matérialisé à la fin de l'année concernée.

Le résultat de la période comprend la portion d'amortissement applicable à l'année concernée ainsi que l'effet d'annulation des affectations antérieures.

III.12 Note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers

Le management de la société n'a identifié aucun événement survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 et qui est lié à des conditions existantes à la date de clôture et qui peut entraîner une modification importante des actifs ou des passifs de la société ou qui risque d'avoir des répercussions importantes sur ses activités futures.

IV. Notes relatives au bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles nettes totalisent au 31 décembre 2017 un montant de 840.906 DT contre 925.575 DT au 31 décembre 2016. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Logiciels	308 924	308 924
Fonds de commerce Somocer	298 000	298 000
Fonds de commerce Pyramide du lac	120 493	120 493
Fonds de commerce Hammamet	861 250	861 250
Fonds de commerce Hachicha plus	694 185	694 185
Immobilisations incorporelles brutes	2 282 852	2 282 852
Amortissements cumulés	<1 441 946>	<1 357 277>
Immobilisations incorporelles nettes	840 906	925 575

IV.2 Immobilisations corporelles

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2017 à 53.050.691DT contre 51.769.094 DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Terrains	2 602 312	2 451 121
Constructions	22 166 013	21 082 961
Installations techniques matériels et outillages («ITMO»)	78 643 326	75 249 983
Matériels de transport	2 271 924	2 193 501
Installations générales, agencements et aménagements	8 034 731	8 113 873
Equipements de bureau et matériels informatiques	1 387 508	1 189 931
Immobilisations en cours	725 843	128 322
Immobilisations à statut juridique particulier	4 663 273	4 566 673
Immobilisations corporelles brutes	120 494 930	114 976 365
Amortissements cumulés	<66 850 594>	<62 613 626>
Provisions sur terrains	<593 645>	<593 645>
Immobilisations corporelles nettes	53 050 691	51 769 094

IV.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 31 décembre 2017 à 26.733.790 DT contre 26.694.961DT au 31 décembre 2016 et elles sont détaillées comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Titres de participations	27 074 600	26 774 600
Dépôts et Cautionnements	1 111 198	1 334 799
Immobilisations financières brutes	28 185 798	28 109 399
Provision pour dépréciation	<1 452 008>	<1 414 438>
Immobilisations financières nettes	26 733 790	26 694 961

Les titres de participation au 31 décembre 2017 se détaillent comme suit :

En Dinar Tunisien	Solde brut au 31.12. 2017	Provisions pour dépréciation	Solde net au 31.12 .2017
SOTEMAIL	12 710 390	-	12 710 390
A.B.C	5 875 000	-	5 875 000
SOMOSAN (*)	3 200 000	-	3 200 000
I.N.C.O.M.A.	1 836 172	-	1 836 172
SANILIT	1 350 000	<1 350 000>	-
SOMOCER NEGOCE	1 590 000	-	1 590 000
STB	98 600	<37 570>	61 030
EL AKKAR	75 000	<25 000>	50 000
Société Argile Médenine	26 400	<26 400>	-
BTS	10 000	<10 000>	-
SOTIEX ALGER	3 038	<3 038>	-
SMC	300 000	-	300 000
Total	27 074 600	<1 452 008>	25 622 592

(*) Depuis sa création début 2013, SOMOSAN a rencontré des difficultés d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau de gaz naturel ce qui a pesé lourdement sur sa performance depuis son entrée en exploitation. Les charges financières importantes ainsi que la charge de gaz élevée sont à l'origine des pertes cumulées de SOMOSAN.

Un plan de restructuration a été engagé par le management de SOMOSAN et prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression de ses coûts d'exploitation. Par ailleurs, le gouvernement tunisien a annoncé son support à la société SOMOSAN à travers le Fond de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au réseau de gaz naturel. De plus, la société a eu l'accord auprès du pôle de compétitivité de Gafsa pour la prise en charge des frais de raccordement. Les travaux de raccordement du site de production de la société au réseau de Gaz naturel sont en cours.

Sur la base de ces éléments, le management de SOMOCER juge qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN et considère que la société SOMOSAN disposera de perspectives de croissance lui permettant de redresser sa situation financière.

IV.4 Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants nets des résorptions s'élèvent au 31 décembre 2017 à 1.966.051 DT contre 3.204.306DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Frais préliminaires (*)	3 328 143	3 328 143
Charges à répartir (**)	721 661	721 661
Autres actifs non courants bruts	4 049 804	4 049 804
Résorption des frais préliminaires	<2 083 753>	<845 498>
Autres actifs non courants nets	1 966 051	3 204 306

(*) Les frais préliminaires sont relatifs aux frais engagés au titre de l'unité de production de la poudre atomisée. La résorption de ces frais a commencé au début de l'exercice 2014 sur une période de 3 ans. En 2015 et 2016, il y a eu la capitalisation des frais engagés dans le cadre de l'essai du nouvel investissement relatif au système de cogénération nets des produits relatifs à la vente de l'électricité durant la phase d'essai. L'entrée en exploitation effective de cette unité est effectuée début 2017.

(**) Les charges à répartir sont relatives aux coûts engagés dans le cadre de l'augmentation du capital de la société réalisée à la date 21 juin 2016 pour 253.077 DT dont la résorption s'étale sur une période de 3 ans et des frais de publicité pour 468.584 DT dont la résorption s'étale sur une période de 2 ans.

IV.5 Stocks

Le solde net des stocks s'élève à 44.510.919 DT au 31 décembre 2017 contre 42.389.907DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Stocks de matières premières	22 208 773	18 271 729
Stocks de matières consommables et pièces de rechange	3 619 150	3 366 290
Stocks de produits finis	19 575 316	21 511 450
Total des stocks bruts	45 403 239	43 149 469
Provisions pour dép. des stocks de matières premières	<502 381>	<475 521>
Provisions pour dép. des stocks de matières consommables et PDR	<69 319>	<53 399>
Provisions pour dép. des stocks de produits finis	<320 620>	<230 642>
Total des stocks nets	44 510 919	42 389 907

IV.6 Clients et comptes rattachés

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2017 à 35.084.445 DT contre 30.797.006DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Clients ordinaires	31 865380	25 089 847
Clients effets à recevoir	3 219 065	5 707 159
Clients douteux ou litigieux	9 361439	9 453 236
Total des comptes clients bruts	44 445884	40 250 242
Provisions sur Clients	<9 361439>	<9 453 236>
Total des comptes clients nets	35 084 445	30 797 006

IV.7 Autres actifs courants

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2017 à 12.934.998 DT contre 10.472.306DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Personnel, prêts et avances	1 091 239	956 523
Etat impôts et taxes	4 525 795	3 463 112
Avances fournisseurs	51 371	51 371
Créances envers les sociétés du groupe (*)	6 026 738	4 098 285
Produits à recevoir STEG	218 937	191 696
Débiteurs divers	736 796	1 059 545
Loyer à recevoir Pyramide du Lac	193 584	135 259
Blocage sur crédits documentaires	253 857	321 000
Charges constatées d'avance	669 255	579 845
Subvention à recevoir	121 756	570 000
Total des autres actifs courants bruts	13 889 328	11 426 636
Provisions des autres actifs courants	<954 330>	<954 330>
Total des autres actifs courants nets	12 934 998	10 472 306

(*) Le détail des créances envers les sociétés du groupe est présenté au niveau de la note VII.5 Soldes avec les parties liées.

IV.8 Autres actifs financiers

Le solde des autres actifs financiers s'élève au 31 décembre 2017 à 9.826.000 DT contre 8.770.000 DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Billets de trésorerie AB Corporation	1 960 000	1 960 000
Billets de trésorerie SOTEMAIL	-	500 000
Billets de trésorerie SOMOCER NEGOCE	350 000	100 000
Billets de trésorerie ABC	250 000	-
Titres de placement SOTEMAIL	7 266 000	5 960 000
Autres actifs financiers	-	250 000
Total des autres actifs financiers	9 826 000	8 770 000

IV.9 Liquidités et équivalents de liquidités

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2017 à 2.038.871 DT contre 759.878 DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Banques	2 032 286	636 310
Caisse	3 303	2 325
Effets remis à l'escompte	3 282	121 243
Total des liquidités et équivalents de liquidités	2 038 871	759 878

IV.10 Capitaux propres

Le solde des capitaux propres s'élève au 31 décembre 2017 à 76.926.674 DT contre 74.249.127DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Capital social	40 656 000	40 656 000
Actions propres	<1 000 000>	-
Réserves légales	3 679 190	3 343 444
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Prime d'émission	14 755 569	14 755 569
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Réserves spéciales de réinvestissement	3 000 000	3 000 000
Subventions d'investissements (*)	1602021	1 732 382
Résultats reportés	6 179 187	5 920 805
Capitaux propres avant résultat	72 918 766	73 454 999
Résultat de l'exercice	4 007 908	794 128
Capitaux propres avant affectation	76 926 674	74 249 127

(*) Le détail des subventions d'investissements se présente comme suit :

Nature des subventions d'investissements	Date d'acquisition	Taux	Valeur Brute	Amort. antérieurs	VCN au 31/12/2016	Dotations 2017	VCN au 31/12/2017
Plan de mise à niveau	Avant 2012		2 929 679	<2 929 679>	-	-	-
4ème plan de mise à niveau	02/04/2014	6.67%	56 175	<10 298>	45 877	<3 744>	42 133
4ème plan de mise à niveau	09/06/2014	6.67%	906 682	<156 150>	750 532	<60 445>	690087
5ème plan de mise à niveau	01/01/2015	6.67%	422 278	<56 305>	365 973	<28 151>	337 822
Subvention ANME	31/12/2016	6.67%	570 000	-	570 000	<38 021>	531 979
Total			4 884 814	<3 152 432>	1 732 382	<130 361>	1 602 021

IV.11 Emprunts

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2017 à 26.716.827 DT contre un solde au 31 décembre 2016 de 29.692.959DT. Le détail des emprunts à long terme se présente comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Emprunt AMEN BANK	1 546 610	1 838 993
Emprunt BNA	6 750 003	8 874 764
Autres dettes envers l'Etat	4 522 796	3 214 843
Emprunt STB	5 231 267	6 894 070
Emprunt BH	8 350 000	8 350 000
Emprunts Leasing	316 151	520 289
Total des emprunts	26 716 827	29 692 959

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2017 à 25.329.932 DT contre 23.009.787DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Fournisseurs d'exploitation	20 442 521	17 410 029
Fournisseurs d'exploitation - effets à payer	4 803 774	5 284 787
Fournisseurs d'immobilisations – retenue de garantie	83 637	314 971
Total des dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 329 932	23 009 787

IV.13 Autres passifs courants

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2017 à 11.230.589 DT contre 7.553.835DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Dettes dues au personnel	725712	958 125
Sécurité Sociale	1 339 992	773 011
Etat, impôts et taxes	6 183 846	3 479 421
Etat, reconnaissance de dette	1 762 109	1 221 888
Obligations cautionnées	892 781	884 831
Autres créiteurs divers	182 851	60 448
Dividendes à payer	9 824	9 824
Charges à payer	133474	166 287
Total des autres passifs courants	11 230 589	7 553 835

IV.14 Autres passifs financiers

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2017 à 32.918.452 DT contre 28.163.800DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Emprunts à moins d'un an	4523 781	3 985 161
Emprunts leasing à moins d'un an	311 745	456 550
Intérêts courus	2 126 138	2 049 285
Charge à payer échelle d'intérêt	404 899	215 810
Dette à moins d'un an-STEG	-	91 339
Préfinancement export	5 100 000	4 700 000
Préfinancement stock	5 850 000	5 650 000
Billets de trésorerie	3 300 000	1 000 000
Mobilisation de créances	575 140	197 225
Crédit de financement	10 726 749	9 818 430
Total des autres passifs financiers	32 918 452	28 163 800

IV.15 Concours bancaires

Les concours bancaires s'élèvent au 31 décembre 2017 à 13.106.843 DT contre 12.456.171 DT au 31 décembre 2016 et correspondent à des découverts bancaires.

V. Notes relatives à l'état de résultat

V.1 Revenus

Les revenus se sont élevés au 31 décembre 2017 à 84.718.449 DT contre 66.446.710 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Ventes locales	53 069 271	44 242 388
Ventes à l'exportation	11 041 304	6 447 629
Ventes poudre atomisée	17 898 634	15 489 055
Ventes palettes	427 917	467 638
Ventes électricité	2 281 323	-
Total des revenus	84 718 449	66 646 710

V.2 Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se sont élevés au 31 décembre 2017 à 869.799 DT contre 639.923DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Produits des loyers centre Pyramides	557 367	513 198
Subventions d'exploitation	92 070	34 384
Subventions d'investissements	130 362	92 341
Mise à disposition du personnel	90 000	-
Total des autres produits d'exploitation	869 799	639 923

V.3 Achats d'approvisionnements consommés

Les achats d'approvisionnements consommés se sont élevés au 31 décembre 2017 à 45.756.120 DT contre 38.481.156 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Achats consommés de M.P et consommables	27 478 337	26 075 087
Consommations énergétiques	10 698 252	6 849 644
Achats non stockés	4 644 011	3 669 522
Achats consommés de PSF	930 137	1 278 357
Achats sous-traitance	2 005 383	608 546
Total des achats d'approvisionnement	45 756 120	38 481 156

V.4 Charges de personnel

Les charges de personnel se sont élevées au 31 décembre 2017 à 13.579.823 DT contre 12.901.069DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Appointements et salaires	11 122 830	10 645 307
Charges sociales et autres	2 456 993	2 255 762
Total des charges de personnel	13 579 823	12 901 069

V.5 Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions se sont élevées au 31 décembre 2017 à 5.760.060 DT contre 4.242.875 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Dotations aux amortissements des immobilisations	4 343 274	3 683 746
Résorption des frais préliminaires	1 238 255	466 144
Dotations aux provisions des stocks	132 758	110 072
Dotations aux provisions des créances clients	-	10 889
Dotations aux provisions pour risques et charges	100 000	100 000
Dotations aux provisions des immobilisations financières	37 570	-
Total des dotations aux amortissements et aux provisions	5 851 857	4 370 851
Reprise sur provisions des créances clients	<91 797>	<107 972>
Reprise sur provisions des stocks	-	<20 004>
Total des reprises sur dotations aux provisions	<91 797>	<127 976>
Total dotations aux amortissements et aux provisions	5 760 060	4 242 875

V.6 Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2017 à 5.953.762 DT contre 5.037.410DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Loyers et charges locatives	177 292	218 019
Assurances	425 872	400 247
Entretiens et réparations	587 231	508 513
Honoraires	334 785	341 340
Publicité et propagande	795 132	675 234
Autres services extérieurs	250 126	403 641
Transport sur achats	16 167	160
Transport sur ventes à l'export	850 919	442 288
Transport sur ventes locales	88 543	42 054
Transports et déplacements	178 053	101 688
Carburant	120 638	153 887
Missions et réceptions	419 298	413 811
Dons et subventions	118 713	115 315
Jetons de présence	180 000	300
Services bancaires	454 142	499 740
Impôts et taxes	540 556	524 603
Commissions sur ventes	742 059	488 729
Transferts de charges	<325 764>	<292 159>
Total des autres charges d'exploitation	5 953 762	5 037 410

V.7 Charges financières nettes

Les charges financières nettes se sont élevées au 31 décembre 2017 à 8.845.390 DT contre 8.387.076DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Intérêts bancaires	7 700 826	6 953 961
Différences de change nettes	1 144 564	1 433 115
Total des charges financières nettes	8 845 390	8 387 076

V.8 Produits des placements

Les produits des placements se sont élevés au 31 décembre 2017 à 263.598 DT contre 1.050.013DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Produits des participations	-	877 408
Autres produits financiers	263 598	172 605
Total des produits de placements	263 598	1 050 013

V.9 Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires se sont élevés au 31 décembre 2017 à 1.234.265 DT contre 320.278 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Apurement des soldes fournisseurs	184 970	-
Plus-value de cession d'immobilisations	1 021 329	242 638
Autres	27 966	77 640
Total des autres gains ordinaires	1 234 265	320 278

V.10 Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires se sont élevées au 31 décembre 2017 à 258.488 DT contre 304.131 DT au 31 décembre 2016. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Pénalités de retard sur déclarations fiscales	133 492	297 619
Autres pertes	124 956	6 512
Total des autres pertes ordinaires	258 488	304 131

VI. Notes sur l'état de flux de trésorerie

VI.1 Les encaissements provenant des moyens de financement à court terme

Les encaissements liés aux moyens de financement à court terme se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Encaissement billets de trésorerie	7450 000	18 250 000
Encaissement MCNE	1 304 780	474 862
Encaissement crédits préfinancement export	19 000 000	21 800 000
Encaissement crédits préfinancement stocks	22 700 000	23 750 000
Total	50 454 780	64 274 862

VI.2 Les décaissements liés aux moyens de financement à court terme

Les décaissements liés aux moyens de financement à court terme se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Décaissement billets de trésorerie	5 150 000	26 000 000
Décaissement M.C.N.E	926 864	277 177
Décaissement crédits préfinancement export	18 600 000	21 800 000
Décaissement crédits préfinancement stock	22 500 000	23 850 000
Décaissement financement en devises	15 738307	10 114 337
Total	62 935 171	82 041 514

VII. Informations sur les parties liées

Les parties liées incluent les actionnaires, les principaux dirigeants (y compris les administrateurs) et leurs membres proches des familles ainsi que les sociétés contrôlées par les actionnaires et les principaux dirigeants ou sur lesquelles ils exercent de l'influence notable.

VII.1 Ventes

Le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice 2017 avec les sociétés du groupe totalise un montant de 25.608.338 DT contre un montant de 21.734.206DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Société A.B.C.	6 774 316	5 666 181
Société AB CORPORATION	4 532	9 968
Société SOTEMAIL	18 349 915	16 029 326
Société SANIMED	4 105	-
Société Moderne de conditionnement	98 026	-
Société AGRIMED	5 357	-
Société SOMOCER NEGOCE	372 087	28 731
Total du chiffre d'affaires HTVA	25 608 338	21 734 206

VII.2 Achats

Les achats effectués auprès des sociétés du groupe au cours de l'exercice 2017 se détaillent comme suit :

Désignation	Déc.17	Déc.16
Société A.B.C.	8 133	2437
Société SOTEMAIL	7 008 234	808 764
Société de Conditionnement Moderne « SMC »	1 470 247	-
Société SANIMED	-	16 913
Total des achats HTVA	8 486 614	828 114

VII.3 Autres transactions avec les parties liées

- Courant l'année 2017, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de la boutique de la Pyramide du Lac pour la société ABC, de la salle sise à Menzel El Hayet, de la salle sise à Route X ainsi que le dépôt sis à Rades pour un montant total de 129.635 DT HTVA.
- Courant l'année 2017, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de l'atelier sis à Menzel El Hayet, pour la société « SMC » pour une valeur de 28.000 DTHTVA.
- Courant l'année 2017, SOMOCER a facturé 90.000 DT HTVA pour la société « SMC » au titre des services en finance et en contrôle de gestion assuré par son propre personnel moyennant une facturation mensuelle de 15.000 DT HTVA.
- Courant l'année 2017, SOMOCER a constaté des charges d'assistance au titre des ventes réalisées sur le marché local et à l'export par la société SOMOCER Négoce pour un montant de 639.438 DT HTVA. En 2017, un avenant a été signé entre les deux parties stipulant une révision exceptionnelle des commissions de 1,5% à 1% sur les ventes réalisées sur le marché local et export uniquement pour l'année 2017.
- En décembre 2017, la société « ABC SARL » a procédé à l'acquisition d'un dépôt sis à Rades auprès de SOMOCER pour un montant de 2.087.280 DT. L'évaluation du dépôt (terrains et construction) a été effectuée par un expert désigné par le tribunal de première instance de Ben Arous.

VII.4 Billets de trésorerie

SOMOCER a souscrit à des billets de trésorerie, non encore remboursés au 31 décembre 2017, émis par les parties liées et se détaillent comme suit :

Société	Date d'émission	Montant en TND	Date d'échéance	Taux d'intérêts	Solde au 31/12/2017
AB Corporation	20/05/2014	160 000	31/12/2014	6%	160 000
AB Corporation	20/05/2014	700 000	31/12/2014	6%	700 000
AB Corporation	25/12/2014	1 100 000	24/06/2015	6%	1 100 000
SOMOCER NEGOCE	26/12/2014	100 000	25/06/2015	6%	100 000
SOMOCER NEGOCE	09/01/2017	250 000	17/07/2017	7%	250 000
ABC	09/01/2017	250 000	17/07/2017	7%	250 000
Total		2 560 00			2 560 000

VII.5 Soldes avec les parties liées

Les soldes débiteurs avec les sociétés du groupe au 31 décembre 2017 se détaillent comme suit :

En DT tunisien	SOTEMAIL	Négoce	ABC	AB Corp.	SMC	SOMOSAN	Autres
Billets de trésorerie	-	350 000	250 000	1 960 000	-	-	-
Dividendes à recevoir	1 058 463	-	-	-	-	-	-
Autres actifs courants	9 242	634 218	120 071	890 824	515 377	646 548	12 259
Créance sur cession terrain	-	-	2 087 280	-	-	-	-
Loyer à recevoir	-	-	38 303	-	14 162	-	-
Total	1 067 705	984 218	2 495 654	2 850 824	529 539	646 548	12 259

En outre, les comptes de SOMOCER font état de soldes d'exploitation, clients et fournisseurs, sur les sociétés du groupe se détaillant comme suit :

En DT tunisien	SOTEMAIL	SOMOCER Négoce	ABC	AB Corp.	SMC	SOMOSAN
Créances clients	14 374 683	-	2 390 045	40 873	40 421	19 741
Dettes fournisseurs	<137 399>	<11 600>	-	-	<945 966>	-
Total	14 237 284	<11 600>	2 390 045	40 873	<905 545>	19 741

VII.6 Engagements hors bilan

- Le montant des effets escomptés non échus avec la société ABC s'élève à 3.107.928 DT au 31 décembre 2017.
- Le conseil d'administration a autorisé, en date du 06 janvier 2014, les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit :
 - ATB : Crédit moyen terme (CMT) 3.000.000 DT et crédit de gestion de 775.000 DT ;
 - BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4.000.000 DT et crédit de gestion de 1.550.000 DT ;
 - BH : Crédit moyen terme (CMT) 2.000.000 DT et crédit de gestion : 775.000 DT ;
 - TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1.000.000 €.

VIII. Passifs éventuels

Contrôle fiscal

En février 2015, la société SOMOCER a reçu une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013. Le 1^{er} octobre 2015, la société a reçu les résultats dudit contrôle dont l'impact est de 1.110 mille dinars. En date du 13 novembre 2015, la société a déposé auprès des services concernés sa réponse pour tous les points soulevés. La société est en attente de leur réponse.

Contrôle social

La société a reçu à la date du 14 décembre 2017 une notification pour un contrôle social couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016 et ayant abouti à un redressement de 238 mille DT. En date du 19 mars 2018, la société a formulé son opposition quant aux résultats du contrôle social.

IX. Autres notes complémentaires

IX.1 Etats des placements

Placements à long terme dans des sociétés autres que filiales

En Dinar Tunisien	Coût d'acquisition	Pourcentage de détention	Provision constituée
SOMOSAN	3 200 000	27,12%	-
SANILIT	1 350 000	20,00%	1 350 000
INCOMA	1 836 172	9,18%	-
STB	98 600	NA	37570
EL AKKAR	75 000	50,00%	25 000
Société Argile Médenine	26 400	40,00%	26 400
BTS	10 000	0,03%	10 000
SOTEX ALGER	3 038	NA	3 038
Total	6 599 210		1 452 008

Placements à long terme dans des sociétés filiales

En Dinar Tunisien	Coût d'acquisition	Pourcentage de détention	Provision constituée
SOTEMAIL	12 710 390	58,28%	-
ABC	5 875 000	68,04%	-
SOMOCER Négoce	1 590 000	99,13%	-
SMC	300 000	39,47%	-
Total	20 475 390		-

Placements à court terme

En Dinar Tunisien	Valeur comptable	Coût d'acquisition	+/- Value
Titre de placements SOTEMAIL	7 266 000	3 906 000	3360 000
Billets de trésorerie AB CORPORATION	1 960 000	1 960 000	-
Billets de trésorerie SOMOCER NEGOCE	350 000	350 000	-
Billets de trésorerie ABC	250 000	250 000	-
Total	9 826 000	6 366 000	3360 000

IX.2 Résultat par action

Désignation	31/12/2017	31/12/2016
Nombre moyen pondéré d'actions	40 656 000	40 263 920
Résultat net	4 007 908	794 128
Résultat par action	0,099	0,020

IX.3 Soldes intermédiaires de gestion (En Dinar Tunisien)

Produits	31.12.2017	31.12.2016	Charges	31.12.2017	31.12.2016	Soldes	31.12.2017	31.12.2016
CA Local	53 069 271	44 242 388	Stockage	<1 936 134>	1 906 077			
CA Export	11 041 304	6 447 629						
Vente électricité	2 281 323	-						
Autres Ventes	18 326 551	15 956 693						
Total	84 718 449	66 646 710	Total	<1 936 134>	1 906 077	Production	82 782 315	68 552 787
<i>Production</i>	<i>82 782 315</i>	<i>68 552 787</i>	Achats consommés	45 756 120	38 481 156	Marge sur coût matière	37 026 195	30 071 631
<i>Marge sur coût matière</i>	<i>37 026 195</i>	<i>30 071 631</i>	Autres charges externes	5 738 970	4 804 965	Valeur ajoutée	31 287 225	25 266 666
<i>Valeur ajoutée</i>	<i>31 287 225</i>	<i>25 266 666</i>	Charges de personnel	13 579 823	12 901 069	Excédent brut d'exploitation	17 166 846	11 840 994
			Impôts et taxes	540 556	524 603			
			Total	14 120 379	13 425 672			
<i>Excédent brut d'exploitation</i>	<i>17 166 846</i>	<i>11 840 994</i>						
Subventions d'exploitation	92 070	34 384	Charges financières nettes	8 845 390	8 387 076			
Autre produits ordinaires	2011 994	925 817	Autres pertes ordinaires	258 488	304 131			
Transfert de charge	325 764	292 159	Dotations aux amort et prov	5 760 060	4 242 875	Résultat des activités ordinaires	4 007 908	888 351
Produits de placement	263 598	1 050 013	Impôt sur les bénéfices	988 426	320 933			
Total	19 860 272	14 143 367	Total	15 852 364	13 255 015			
<i>Résultat des activités ordinaires</i>	<i>4 007 908</i>	<i>888 351</i>	Pertes extraordinaires	-	94 223	Résultat après modifications	4 007 908	794 128
Total	4 007 908	888 351	Total	-	94 223			

IX.4 Tableau de variation des capitaux propres

En DT	Solde au 31.12.2016	Résultats reportés	Réserves légales	Fonds social	Actions propres	Sub. d'investiss	Résultat de l'exercice	Solde au 31.12.2017
Capital social	40 656 000	-				-	-	40 656 000
Actions propres					<1 000 000>			<1 000 000>
Réserve légale	3 343 444	-	335 7476			-	-	3 679 190
Réserves statutaires	1 081 645	-	-			-	-	1 081 645
Réserves spéciales de réinvestissements	3 000 000	-	-			-	-	3 000 000
Résultats reportés	5 920 805	794 128	<335 746>	<200 000>		-	-	6 179 187
Prime d'émission	14 755 569	-	-			-	-	14 755 569
Prime de fusion	2 965 154	-	-	-		-	-	2 965 154
Sub. d'investissement	1 732 382	-	-	-		<130 361>	-	1 602 021
Capitaux Propres	73 454 999	794 128	-	<200 000>	<1 000 000>	<130 361>	-	72 918 766
Résultat de la période	794 128	<794 128>	-	-		-	4 007 908	4 007 908
Total capitaux propres	74 249 127	-	-	<200 000>	<1 000 000>	<130 361>	4 007 908	76 926 674

IX.5 Tableau de variation des immobilisations

Libellé	V.B 2016	Acquisit°	Reclass.	Cessions	V.B 2017	Amortiss. Cumulés &Prov. 2016	Dotat°	Reprise	Amortiss. Cumulés &Prov. 2017	V.C.N 2016	V.C.N 2017
Immobilisations incorporelles											
Logiciels informatiques	308 924	-	-	-	308 924	297 807	6 301	-	304 108	11 117	4 816
Fonds de commerce	1 973 928	-	-	-	1 973 928	1 059 470	78 368	-	1 137 838	914 458	836 090
Total I.Incorporelles	2 282 852	-	-	-	2 282 852	1 357 277	84 669	-	1 441 946	925 575	840 906
Immobilisations corporelles											
Terrain	2 451 121	1 500 527	-	<991 691>	2 959 957	593 645	-	-	593 645	1 857 476	2 366 312
Constructions	21 082 961	652 366	430 687	<357 645>	21 808 368	12 367 256	298 050	<124 562>	12 540 744	8 715 705	9 267 624
ITMOI	75 249 983	3 427 752	-	<34 409>	78 643 326	38 828 583	3 131 474	-	42 086 984	36 421 400	36 556 342
Matériels de transport	2 193 501	78 423	-	-	2 271 924	1 916 074	97 381	-	2 013 455	277 427	258 469
Install. Générales agenc.aménag.divers	8 113 873	351 543	<430 687>	-	8 034 730	6 196 940	325 542	-	6 522 482	1 916 933	1 512 247
Equipements de bureau et matériels informatiques	1 189 931	197 577	-	-	1 387 508	995 316	71 998	-	1 067 314	194 614	320 195
Immobilisations à statut juridique particulier	4 566 673	120 600	-	<24 000>	4 663 273	2 309 456	334 159	<24 000>	2 619 615	2 257 217	2 043 659
Immobilisations en cours	128 322	893 996	-	<296 474>	725 843	-	-	-	-	128 322	725 843
Total I.Corporelles	114 976 365	7 222 784	-	<1 704 220>	120 494 930	63 207 271	4 258 605	<148 562 >	67 444 239	51 769 095	53 050 691
Total immobilisations	117 259 218	7 222 784	-	<1 704 220>	122 777 782	64 564 548	4 343 274	<148 562 >	68 886 185	52 694 670	53 891 597

IX.6 Note sur les immobilisations acquises par voie de leasing

Année	Contrat N°	Catégorie	Valeur Brute	Échéance entre 1 et 5 ans	Échéance à - 1 an	Total des paiements restants au 31.12.2017	Charges d'intérêts à payer	Valeur actualisée des paiements restants	Taux d'intérêt mensuel
2 014	119122	Matériel et outillage	441 667	-	124 238	124 238	6 131	130 369	0,7489%
2 014	119127	Matériel et outillage	53 501	-	13 455	13 455	591	14 046	0,7492%
2 014	406710	Matériel et outillage	370 000	-	9 030	9 030	60	9 089	0,6648%
2 015	125172	Matériel et outillage	107 000	23 069	28 445	51 513	4 327	55 840	0,7449%
2 016	205180	Matériel de transport	46 255	12 418	12 431	24 848	2 096	26 944	0,7308%
2 016	207700	Matériel de transport	285 000	135 229	56 554	191 783	26 603	218 386	0,7262%
2 016	381600	Matériel et outillage	53 500	27 969	13 680	41 650	5 254	46 904	0,7257%
2 016	515810	Matériel et outillage	107 000	36 346	28 997	65 342	6 657	71 999	0,7400%
2 017	387380	Matériel et outillage	66 000	38 109	15 533	53 641	7 063	60 704	0,7400%
2 017	600350	Matériel et outillage	54 600	43 012	9 384	52 396	11 322	63 718	0,7400%
Total			1 584 523	316 151	311 745	627 896	70 104	697 999	

IX.7 Tableau de variation des emprunts

Emprunts	Solde au 31.12.2016			Règlement échéances	Solde au 31.12.2017		
	Total début de période	Échéance à +1 an	Échéance à -1 an		Total Fin de période	Échéance à +1 an	Échéance à -1 an
BNA 4MDT 1ère Tranche	928 565	642 849	285 716	<285 716>	642 849	357 133	285 716
BNA 4MDT 2ème Tranche	464 290	321 434	142 856	<142 856>	321 434	178 578	142 856
BNA 4MDT 3ème Tranche	500 004	357 148	142 856	<142 856>	357 148	214 292	142 856
BNA 1.540KDT	440 000	220 000	220 000	<220 000>	220 000	-	220 000
BNA 8.000KDT	8 000 000	7 333 333	666 667	<333 333>	7 666 667	6 000 000	1 666 667
Amen Bank 2.500KDT	2 115 063	1 838 993	276 071	<276 071>	1 838 993	1 546 610	292 383
STB 1200KDT	257 143	-	257 143	<171 429>	85 714	-	85 714
STB 347KDT	74 357	-	74 357	<49 571>	24 786	-	24 786
STB 220KDT	110 000	78 571	31 429	<31 429>	78 571	47 143	31 429
STB 900KDT	450 000	321 429	128 571	<128 571>	321 429	192 857	128 571
STB 880KDT	440 000	314 286	125 714	<125 714>	314 286	188 571	125 714
STB 232KDT	116 000	82 857	33 143	<33 143>	82 857	49 714	33 143
STB 356KDT	178 000	127 143	50 857	<50 857>	127 143	76 286	50 857
STB 172KDT	86 000	61 429	24 571	<24 571>	61 429	36 857	24 571
STB 294KDT	210 000	168 000	42 000	<42 000>	168 000	126 000	42 000
STB 872KDT	622 857	498 286	124 571	<124 571>	498 286	373 714	124 571
STB 95KDT	67 857	54 286	13 571	<13 571>	54 286	40 714	13 571
STB 700KDT	420 000	280 000	140 000	<140 000>	280 000	140 000	140 000
STB 276KDT	212 308	169 846,155	42 461,538	<42 462>	169 846	127 385	42 462

Emprunts	Solde au 31.12.2016			Règlement échéances	Solde au 31.12.2017		
	Total Fin de période	Échéance à + 1 an	Échéance à -1 an		Total Fin de période	Échéance à + 1 an	Échéance à -1 an
STB 180KDT	138 462	110 769	27 692	<27 691>	110 770	83 078	27 692
STB 107KDT	89 167	71 333	17 833	<17 833>	71 333	53 500	17 833
STB 127KDT	105 833	84 667	21 167	<21 167>	84 667	63 500	21 167
STB 504KDT	420 000	336 000	84 000	<84 000>	336 000	252 000	84 000
STB 68 KDT	61 819	49 455	12 364	<6 181>	49 455	37 091	12 364
STB 5 200 KDT	4 828 571	4 085 714	742 857	<371 429>	4 085 714	3 342 857	742 857
BH 1370KDT 1ère Tranche	1 370 000	1 370 000	-	-	1 370 000	1 370 000	-
BH 400KDT 2ème Tranche	400 000	400 000	-	-	400 000	400 000	-
BH500KDT 3ème Tranche	500 000	500 000	-	-	500 000	500 000	-
BH 2700KDT 4ème Tranche	2 700 000	2 700 000	-	-	2 700 000	2 700 000	-
BH 400KDT 5ème Tranche	400 000	400 000	-	-	400 000	400 000	-
BH 560KDT 6ème Tranche	560 000	560 000	-	-	560 000	560 000	-
BH 365KDT 7ème Tranche	365 000	365 000	-	-	365 000	365 000	-
BH 275KDT 8ème Tranche	275 000	275 000	-	-	275 000	275 000	-
BH 822KDT 9ème Tranche	822 000	822 000	-	-	822 000	822 000	-
BH 200 KDT 10ème Tranche	200 000	200 000	-	-	200 000	200 000	-
BH 400 KDT 11ème Tranche	400 000	400 000	-	-	400 000	400 000	-
BH 358 KDT 12ème Tranche	358 000	358 000	-	-	358 000	358 000	-
Total emprunts en dinars	29 686 296	25 957 827	3 728 469	<2 907 023>	26 401 661	21 877 880	4 523 781
SACMI 1474 K€	256 692	-	256 692	<256 692>	-	-	-
Total emprunts en devises	256 692	-	256 692	<256 692>	-	-	-
Total des emprunts	29 942 987	25 957 827	3 985 161	<3 163 715>	26 401 661	21 877 880	4 523 781

X. Engagement hors bilan

X.1 Engagements donnés : Effets escomptés non échus

Le montant des effets escomptés et non échus au 31 décembre 2017 est de 16.526.943 DT.

X.2 Engagements donnés au profit de sociétés du groupe

SOMOCER a donné des cautions solidaires au profit de SOMOSAN (cf note VII.6)

X.3 Engagements donnés relatifs aux emprunts

1- TF n° 70 048 sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa I" d'une superficie de 1348 m²

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 31 décembre 2017</i>
Crédits de gestion	21 750 000	STB	18 154 429
CMT STB 347	347 000	STB	24 786
CMT STB 900	900 000	STB	321 429
CMT STB 220	220 000	STB	78 571
CMT STB 232	232 000	STB	82 857
CMT STB 880	880 000	STB	314 286
CMT STB 356	356 000	STB	127 143
CMT STB 172	172 000	STB	61 429
CMT STB 5200	5 200 000	STB	4 085 714
	30 057 000		23 250 643
Crédit de gestion	4 250 000	AB	2 949 289
CMT 2500	2 500 000	AB	1 838 993
	6 750 000		4 788 282
Crédit de gestion	7 300 000	BNA	10 382 232
CMT 1540	1 540 000	BNA	220 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	642 849
CMT 1000	1 000 000	BNA	321 434
CMT 1000	1 000 000	BNA	357 148
CMT 8000	8 000 000	BNA	7 666 667
	20 840 000		19 590 330
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	3 129 670
	3 040 000		3 129 670
Crédit de gestion	2 790 000	BIAT	2 259 614
	2 790 000		2 259 614
Crédit de gestion	4 250 000	ATTIJARI BANK	2 058 777
	4 250 000		2 058 777
Crédit de gestion	3 300 000	UBCI	1 418 121
	3 300 000		1 418 121
Total général	71 027 000	-	56 495 437

2- Titre foncier n° 70 046 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa II" d'une superficie de 499 m²

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 31 décembre 2017</i>
Crédits de gestion	21 750 000	STB	18 154 429
CMT STB 347	347 000	STB	24 786
CMT STB 900	900 000	STB	321 429
CMT STB 220	220 000	STB	78 571
CMT STB 232	232 000	STB	82 857
CMT STB 880	880 000	STB	314 286
CMT STB 356	356 000	STB	127 143
CMT STB 172	172 000	STB	61 429
CMT STB 5200	5 200 000	STB	4 085 714
	30 057 000		23 250 643
Crédit de gestion	4 250 000	AB	2 949 289
CMT 2500	2 500 000	AB	1 838 993
	6 750 000		4 788 282
Crédit de gestion	7 300 000	BNA	10 382 232
CMT 1540	1 540 000	BNA	220 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	642 849
CMT 1000	1 000 000	BNA	321 434
CMT 1000	1 000 000	BNA	357 148
CMT 8000	8 000 000		7 666 667
	20 840 000		19 590 330
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	3 129 670
	3 040 000		3 129 670
Crédit de gestion	2 790 000	BIAT	2 259 614
	2 790 000		2 259 614
Crédit de gestion	3 300 000	UBCI	1 418 121
	3 300 000		1 418 121
Total général	66 777 000	-	54 436 660

3- Titre foncier n° 70 047 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa III" d'une superficie de 505 m²

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 31 décembre 2017</i>
Crédits de gestion	21 750 000	STB	18 154 429
CMT STB 347	347 000	STB	24 786
CMT STB 900	900 000	STB	321 429
CMT STB 220	220 000	STB	78 571
CMT STB 232	232 000	STB	82 857
CMT STB 880	880 000	STB	314 286
CMT STB 356	356 000	STB	127 143
CMT STB 172	172 000	STB	61 429
CMT STB 5200	5 200 000	STB	4 085 714
	30 057 000		23 250 643

Crédit de gestion	4 250 000	AB	2 949 289
CMT 2500	2 500 000	AB	1 838 993
	6 750 000		4 788 282
Crédit de gestion	7 300 000	BNA	10 382 232
CMT 1540	1 540 000	BNA	220 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	642 849
CMT 1000	1 000 000	BNA	321 434
CMT 1000	1 000 000	BNA	357 148
CMT 8000	8 000 000		7 666 667
	20 840 000		19 590 330
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	3 129 670
	3 040 000		3 129 670
Crédit de gestion	2 790 000	BIAT	2 259 614
	2 790 000		2 259 614
Crédit de gestion	3 300 000	UBCI	1 418 121
	3 300 000		1 418 121
Total général	66 777 000	-	54 436 660

4- Terrain situé à Menzel El Hayet d'une superficie de 77 600 m², objet de deux actes SSP Enregistrés à Zermeddine le 22.06.99 à distraire du titre foncier n° 215 100

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 31 décembre 2017</i>
Crédits de gestion	21 750 000	STB	18 154 429
CMT STB 347	347 000	STB	24 786
CMT STB 900	900 000	STB	321 429
CMT STB 220	220 000	STB	78 571
CMT STB 232	232 000	STB	82 857
CMT STB 880	880 000	STB	314 286
CMT STB 356	356 000	STB	127 143
CMT STB 172	172 000	STB	61 429
	24 857 000		19 164 929
Crédits de gestion	8 600 000	BH KARKER	9 433 316
CMT	8 350 000	BH KARKER	8 350 000
	16 950 000		17 783 316
Crédit de gestion	7 300 000	BNA	10 382 232
CMT 1540	1 540 000	BNA	220 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	642 849
CMT 1000	1 000 000	BNA	321 434
CMT 1000	1 000 000	BNA	357 148
	12 840 000		11 923 663
Crédit de gestion	2 790 000	BIAT	2 259 614
	2 790 000		2 259 614
Crédit de gestion	4 250 000	AB	2 949 289
	4 250 000		2 949 289
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 143 857
MCNE ET ESCOMPTE COMMERCIAL	900 000	BFT	741 965
	3 200 000		2 885 822
CMT 1000 €	2 046 700	TFB	-
CMT 1250 €	2 437 500	TFB	-
	4 484 200		-
Crédit de gestion	3 300 000	UBCI	1 418 121
	3 300 000		1 418 121
Total général	68 187 000	-	58 384 754

5- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie de 40 000 m², objet d'un acte notarié enregistré le 19.01.95 à distraire du titre foncier n° 215 100

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 31décembre 2017</i>
Crédits de gestion	21 750 000	STB	18 154 429
CMT STB 347	347 000	STB	24 786
CMT STB 900	900 000	STB	321 429
CMT STB 220	220 000	STB	78 571
CMT STB 232	232 000	STB	82 857
CMT STB 880	880 000	STB	314 286
CMT STB 356	356 000	STB	127 143
CMT STB 172	172 000	STB	61 429
	24 857 000		19 164 929
Crédit de gestion	4 250 000	AB	2 949 289
CMT 2500	2 500 000	AB	1 838 993
	6 750 000		4 788 282
Crédit de gestion	7 300 000	BNA	10 382 232
CMT 1540	1 540 000	BNA	220 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	642 849
CMT 1000	1 000 000	BNA	321 434
CMT 1000	1 000 000	BNA	357 148
	12 840 000		11 923 663
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	3 129 670
	3 040 000		3 129 670
Crédit de gestion	2 790 000	BIAT	2 259 614
	2 790 000		2 259 614
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 615 259
MCNE ET ESCOMPTE COMMERCIAL	900 000	BFT	976 248
	3 200 000		3 591 507
Crédit de gestion	3 300 000	UBCI	1 418 121
	3 300 000		1 418 121
Total général	56 777 000	-	46 275 786

6- Terrain sis à Menzel El Hayet d'une superficie d 28 890 m², objet d'un acte notarié enregistré à Jammel le 18.12.84 et d'un acte de précision enregistré à Jammel le 15.04.87 à distraire du titre foncier n° 215100

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 31décembre 2017</i>
Crédits de gestion	21 750 000	STB	18 154 429
CMT STB 347	347 000	STB	24 786
CMT STB 900	900 000	STB	321 429
CMT STB 220	220 000	STB	78 571
CMT STB 232	232 000	STB	82 857
CMT STB 880	880 000	STB	314 286
CMT STB 356	356 000	STB	127 143
CMT STB 172	172 000	STB	61 429
	24 857 000		19 164 929
Crédit de gestion	4 250 000	AB	2 949 289
CMT 2500	2 500 000	AB	1 838 993
	6 750 000		4 788 282
Crédit de gestion	7 300 000	BNA	10 382 232
CMT 1540	1 540 000	BNA	220 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	642 849
CMT 1000	1 000 000	BNA	321 434
CMT 1000	1 000 000	BNA	357 148
	12 840 000		11 923 663

Crédit de gestion	3 040 000	UIB	3 129 670
	3 040 000		3 129 670
Crédit de gestion	2 790 000	BIAT	2 259 614
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 615 259
MCNE ET ESCOMPTE COMMERCIAL	900 000	BFT	976 248
	3 200 000		3 591 507
Crédit de gestion	3 300 000	UBCI	1 418 121
Total général	56 777 000	-	46 275 786

7- Terrain sis à Menzel El Hayet Zeramdine, nommé Souk Essaydi, sous le n° 50557 Monastir, superficie 9 684 m²

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 31 décembre 2017</i>
Crédits de gestion	21 750 000	STB	18 154 429
CMT STB 347	347 000	STB	24 786
CMT STB 900	900 000	STB	321 429
CMT STB 220	220 000	STB	78 571
CMT STB 232	232 000	STB	82 857
CMT STB 880	880 000	STB	314 286
CMT STB 356	356 000	STB	127 143
CMT STB 172	172 000	STB	61 429
CMT STB 5200	5 200 000	STB	4 085 714
	30 057 000		23 250 643
Crédit de gestion	7 300 000	BNA	10 382 232
CMT 1540	1 540 000	BNA	220 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	642 849
CMT 1000	1 000 000	BNA	321 434
CMT 1000	1 000 000	BNA	357 148
CMT 8000	8 000 000	BNA	7 666 667
	20 840 000		19 590 330
Crédit de gestion	3 300 000	UBCI	1 418 121
	3 300 000		1 418 121
Total général	54 197 000	-	44 259 094

8- Les éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce et d'industrie

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 31 décembre 2017</i>
<i>Crédits de gestion</i>	<i>21 750 000</i>	<i>STB</i>	<i>18 154 429</i>
<i>CMT STB 347</i>	<i>347 000</i>	<i>STB</i>	<i>24 786</i>
<i>CMT STB 900</i>	<i>900 000</i>	<i>STB</i>	<i>321 429</i>
<i>CMT STB 220</i>	<i>220 000</i>	<i>STB</i>	<i>78 571</i>
<i>CMT STB 232</i>	<i>232 000</i>	<i>STB</i>	<i>82 857</i>
<i>CMT STB 880</i>	<i>880 000</i>	<i>STB</i>	<i>314 286</i>
<i>CMT STB 356</i>	<i>356 000</i>	<i>STB</i>	<i>127 143</i>
<i>CMT STB 172</i>	<i>172 000</i>	<i>STB</i>	<i>61 429</i>
<i>CMT STB 5200</i>	<i>5 200 000</i>	<i>STB</i>	<i>4 085 714</i>
	<i>30 057 000</i>		<i>23 250 643</i>
<i>Crédit de gestion</i>	<i>4 250 000</i>	<i>AB</i>	<i>2 949 289</i>
<i>CMT 2500</i>	<i>2 500 000</i>	<i>AB</i>	<i>1 838 993</i>
	<i>6 750 00</i>		<i>4 788 282</i>
<i>Crédit de gestion</i>	<i>7 300 000</i>	<i>BNA</i>	<i>10 382 232</i>
<i>CMT 1540</i>	<i>1 540 000</i>	<i>BNA</i>	<i>220 000</i>
<i>CMT 2000</i>	<i>2 000 000</i>	<i>BNA</i>	<i>642 849</i>
<i>CMT 1000</i>	<i>1 000 000</i>	<i>BNA</i>	<i>321 434</i>
<i>CMT 1000</i>	<i>1 000 000</i>	<i>BNA</i>	<i>357 148</i>
<i>CMT 8000</i>	<i>8 000 000</i>	<i>BNA</i>	<i>7 666 667</i>
	<i>20 840 000</i>		<i>19 590 330</i>
<i>Crédit de gestion</i>	<i>3 040 000</i>	<i>UIB</i>	<i>3 129 670</i>
	<i>3 040 000</i>		<i>3 129 670</i>
<i>Crédit de gestion</i>	<i>2 790 000</i>	<i>BIAT</i>	<i>2 259 614</i>
	<i>2 790 000</i>		<i>2 259 614</i>
<i>Crédit de gestion</i>	<i>3 300 000</i>	<i>UBCI</i>	<i>1 418 121</i>
	<i>3 300 000</i>		<i>1 418 121</i>
<i>Total général</i>	<i>66 777 000</i>		<i>54 436 660</i>

Rapport Général

Mesdames et Messieurs les actionnaires

***de la Société Moderne de Céramique
Menzel El Hayet, 5033 Monastir***

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale du 23 juin 2017, nous avons effectué l'audit des états financiers de la société «SOMOCER», qui comprennent le bilan au 31 décembre 2017, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 76.926.674 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice qui s'élève à 4.007.908 DT.

A notre avis, à l'exception de l'incidence des points décrits dans la section «Fondement de l'opinion avec réserves», les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société SOMOCER au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion avec réserves

Les réserves suivantes ont été relevées :

- L'examen des créances clients au 31 décembre 2017 a révélé l'existence des créances douteuses de l'ordre de 4.144.885 DT dont principalement une créance douteuse sur le client Libyen Al Aquaria pour un montant net de 3.794.835 DT (soit un montant brut de 4.394.835 mille DT provisionné à hauteur de 600.000 DT).

Etant donné l'ancienneté de ces créances, le rythme de recouvrement et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part (pour la créance libyenne), nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de ces créances.

- SOMOCER détient une participation de 3.200.000 DT dans le capital de la société SOMOSAN ainsi qu'une créance de 666.289 DT sur cette société. SOMOCER s'est portée aussi caution solidaire au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires contractés par cette dernière pour un montant en principal de 14.500.000 DT. Ainsi qu'il est fait mention dans la note IV.3 aux états financiers, SOMOSAN a connu des difficultés opérationnelles au cours de ses premières années d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau du gaz naturel et le niveau élevé des charges financières. Un plan de restructuration a été engagé et prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression de ses coûts d'exploitation. Par ailleurs, et suivant la décision du tribunal de première instance de Gafsa du 14 mars 2017, il a été décidé de nommer un juge commissaire et un administrateur judiciaire pour SOMOSAN.

Il est à noter que SOMOSAN a obtenu des accords de principe auprès des autorités pour le raccordement de son site de production en gaz naturel et selon le management les travaux de raccordement en gaz naturel sont à un stade avancé, ce qui devrait avoir un impact positif sur les activités futures de SOMOSAN qui est actuellement en arrêt.

Compte tenu de la situation actuelle et des informations disponibles à la date du présent rapport, il ne nous a pas été possible d'apprécier si les performances financières futures de SOMOSAN permettront de couvrir les engagements de SOMOCER dans ladite société. Le management considère qu'au vu des éléments positifs notés au cours de 2017, notamment avec l'obtention de l'accord de principe du raccordement du gaz naturel, il n'y a pas lieu de constater une provision pour dépréciation au titre des engagements dans SOMOSAN.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

a) Evaluation des créances clients

Les créances clients figurent au bilan au 31 décembre 2017 pour un montant brut de 44.445.884 DT et provisionnées à hauteur de 9.361.439 DT. Dans le cadre de l'évaluation du caractère recouvrable de ces créances, la société détermine à chaque date de clôture s'il y a des indices de dépréciation de ces créances selon des critères quantitatifs et qualitatifs. Le montant de la provision pour dépréciation fait appel au jugement et celui-ci est calculé selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

Nous avons examiné la conformité aux normes comptables tunisiennes en vigueur de la méthodologie mise en œuvre par la direction pour l'estimation de la provision pour dépréciation des créances douteuses. Nos procédures d'audit mises en œuvre ont consisté en la revue de l'ancienneté des créances clients, l'historique des règlements (y compris les règlements postérieurs à la clôture), l'existence d'éventuelles garanties ainsi que les éléments qualitatifs retenus par le management telles que des informations sur les perspectives et performances futures de créanciers. Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers concernant cette estimation.

b) Evaluation des titres de participation

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2017 pour un montant brut de 27.074.600 DT et provisionnés à hauteur de 1.452.008 DT.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés le cas échéant sur la base de leur valeur d'usage. Comme indiqué dans la note III.9 aux états financiers, la valeur d'usage est déterminée en fonction d'une analyse multicritère tenant compte notamment de la valeur du marché, de l'actif net, des résultats et des perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée par l'entreprise émettrice.

Nous avons examiné la conformité aux normes comptables tunisiennes en vigueur de la méthodologie mise en œuvre par la direction pour l'estimation de la provision pour dépréciation des titres de participation. Nos procédures d'audit mises en œuvre ont consisté à apprécier la méthode retenue pour la détermination de la valeur d'usage, vérifier les données utilisées par le management pour l'estimation de la valeur d'usage (telles que les états financiers, rapports d'activité, budgets, rapports d'évaluation, rapports d'expertise, etc) et apprécier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers concernant cette estimation.

c) Evaluation des stocks

Les stocks, figurent au bilan au 31 décembre 2017 pour une valeur brute de 45.403.239DT provisionnée à hauteur de 892.320 DT.

Ainsi, qu'il est fait mention dans la note III.2 aux états financiers, les stocks sont valorisés au coût moyen pondéré pour les matières premières, les consommables et les pièces de rechange et au coût de production pour les produits finis et semi-finis. A la date de clôture les stocks sont ramenés à leur valeur de réalisation nette (si elle est inférieure au coût).

Nos procédures d'audit mises en œuvre ont consisté à valider l'existence physique des stocks à la date de clôture, à vérifier que l'évaluation de leurs coûts est conforme aux dispositions de la norme comptable tunisienne N°4 relative au stock et à apprécier les données et les hypothèses retenues par le management pour déterminer la valeur de réalisation nette.

Observations

Nous attirons votre attention sur les incertitudes suivantes exposées dans la note VIII aux états financiers:

- La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal approfondi en matière d'impôts, droits et taxes et portant sur les exercices 2011, 2012 et 2013. Ce contrôle a abouti à un redressement de l'ordre de 1.100 mille DT.
- La société a fait l'objet d'un contrôle social portant sur les exercices 2014, 2015 et 2016. Ce contrôle a abouti à un redressement de 238 mille DT.

La société a formulé son opposition quant aux résultats de ces deux contrôles fiscal et social et a constitué la provision requise permettant de couvrir raisonnablement les risques rattachés à ces redressements. Les procédures liées à ces contrôles sont toujours en cours à la date du présent rapport, et les issues finales ne peuvent pas ainsi être déterminées.

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport de gestion du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du

Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que les informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant promulgation de la réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de la société.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur. La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimé nécessaire de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la société avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 16 mai 2018

Les Commissaires aux Comptes

**Les Commissaires aux Comptes Associés
MTBF**

CRG Audit

Ahmed Belaifa

Chiraz DRIRA

Rapport Spécial

***Mesdames et Messieurs les actionnaires
de la Société Moderne de Céramique
Menzel El Hayet, 5033 Monastir***

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous vous soumettons notre rapport sur les conventions conclues et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 (autres que les rémunérations des dirigeants)

Nous vous informons que votre Conseil d'Administration nous a avisés de l'existence des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice 2017 et visées aux articles 200 et suivants et de l'article 475 du code des sociétés commerciales :

1. Ventes à des sociétés du Groupe

Les ventes de produits finis et semi finis hors taxes réalisées au cours de l'année 2017 avec les sociétés du groupe SOMOCER et autres parties liées totalisent un montant de 25.608.338 DT et se détaillent comme suit :

En Dinar Tunisien	31/12/2017
Société A.B.C.	6774316
Société AB CORPORATION	4532
Société SOTEMAIL	18 349 915
Société Moderne de Conditionnement « SMC »	98 026
SANIMED	4 105
AGRIMED	5 357
Société SOMOCER NEGOCE	372 087
Total du chiffre d'affaires hors taxes	25608 338

2. Achats auprès des sociétés du Groupe

Les achats de marchandises hors taxes réalisés au cours de l'année 2017 auprès des sociétés du groupe SOMOCER et autres parties liées totalisent un montant de 8.486.614 DT et se détaillent comme suit :

En Dinar Tunisien	31/12/2017
Société A.B.C.	8 133
Société SOTEMAIL	7 008 234
Société Moderne de Conditionnement « SMC »	1 470 247
Total des achats hors taxes	8486 614

3. Emprunts

La société SOMOCER a conclu au cours de l'exercice 2017 deux nouveaux contrats de leasing pour un montant total de 120.600 DT se détaillant comme suit :

En Dinar Tunisien	Montant brut	Long terme	Court terme	Taux d'intérêt mensuel
Contrat n°387380	66 000	38 109	15 533	0,74%
Contrat n°600350	54 600	43 012	9 384	0,74%
Total	120 600	81 121	24 917	

4. Concours bancaires

Les concours bancaires dont bénéficie la société s'élèvent au 31 décembre 2017 à 13.106.843 DT et se détaillent comme suit :

En Dinar Tunisien	31/12/2017
UBCI	817 995
BIAT	476 443
ATTIJARI BANK	537 392
BNA	2 796 641
STB	5 502 822
BH	2 257 820
NAIB	148
AMEN BANK	266 908
UIB	450 674
Total des concours bancaires	13 106 843

5. Placements à court terme

- SOMOCER a souscrit à un billet de trésorerie émis par la société SOMOCER Négoce pour un montant s'élevant à 250.000 DT pour une période de 190 jours commençant le 09 janvier 2017 avec une date d'échéance au 17 juillet 2017 avec un taux d'intérêt de 7% par an.

- SOMOCER a souscrit à un billet de trésorerie émis par la société ABC pour un montant s'élevant à 250.000 DT pour une période de 190 jours commençant le 09 janvier 2017 avec une date d'échéance au 17 juillet 2017 et avec un taux d'intérêt de 7% par an.

Ces billets de trésorerie n'ont pas fait l'objet de remboursement au 31 décembre 2017.

- SOMOCER a souscrit à des billets de trésorerie émis par la société SOTEMAIL au cours de l'exercice 2017 et se détaillent comme suit :

Date début	Date fin	Montant (En DT)	NBJ	taux	Intérêts 2017
07/02/2017	08/05/2017	1 000 000	90	7,60%	18 646
08/05/2017	17/07/2017	1 000 000	70	7,40%	14 185
19/07/2017	15/11/2017	1 000 000	120	7,40%	24 073
08/01/2017	17/07/2017	250 000	190	7,00%	8 907
21/03/2017	19/06/2017	500 000	90	7,40%	9 082
20/06/2017	19/09/2017	500 000	90	7,40%	9 082

6. Convention d'assistance avec la société SOMOCER Négoce

Le Conseil d'Administration a autorisé, en date du 22 avril 2014, la convention d'assistance entre la société SOMOCER et la société SOMOCER Négoce qui porte sur la gestion et l'administration des ventes à l'export à partir du 01 janvier 2014. En vertu de cette convention, SOMOCER Négoce est rémunérée par une commission égale à 5% du montant des ventes réalisées à l'export et ce, pour une période de 5 ans. En 2016, un avenant a été signé entre les deux parties stipulant que SOMOCER Négoce percevra une commission de 1,5% sur les ventes réalisées sur le marché local et export pour une période de 5 ans. Un deuxième avenant a été conclu le 25 décembre 2017 et qui a prévu une révision exceptionnelle à la baisse du taux de la commission de 1,5% à 1% sur le chiffre d'affaires de l'exercice 2017.

Le montant de la commission facturée par la société SOMOCER Négoce au titre de l'année 2017 s'élève à 639.438 DT.

7. Autres transactions conclues avec les sociétés du groupe

- Courant l'année 2017, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de l'atelier sis à Menzel El Hayet, pour la société « SMC » pour un montant de 28.000 DT HTVA.
- Courant l'année 2017, SOMOCER a facturé 90.000 DT HTVA à la société « SMC » au titre des services en finance et en contrôle de gestion assurés par son propre personnel moyennant une facturation mensuelle de 15.000 DT HTVA.
- En décembre 2017, la société « ABC SARL » a procédé à l'acquisition d'un dépôt sis à Rades auprès de SOMOCER pour un montant de 2.087.280 DT.
- SOMOCER a acquis au cours de l'exercice 2017 du matériel de transport auprès de la société « SOTEMAIL » pour un montant de 65.000 DT et a vendu des immobilisations à cette société pour un montant total de 162.732 DT.

B- Opérations réalisées et relatives à des conventions antérieures

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces conventions sont détaillées comme suit :

1. La société SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de la boutique sise à la Pyramide du Lac, la salle sise à « Menzel El Hayet », du dépôt sis à Radès et de la salle sise à « Route X » au profit de la société ABC pour un montant total annuel hors taxes de 153.210 DT toute taxe comprise ;
2. La location auprès de la société « SOMOCER » d'un bureau sis à Menzel El Hayet pour un loyer annuel de 1 200 DT TTC ;
3. SOMOCER a renouvelé durant l'exercice 2017 les engagements de financement à court terme dont le détail est comme suit :

En Dinar Tunisien	Solde au 31/12/2017
Préfinancement à l'exportation	5 100 000
Préfinancement de stock	5 850 000
Total	10 950 000

4. Le solde des emprunts bancaires ainsi que les dettes de leasing contractés antérieurement à l'exercice 2017, et restant à régler au 31 décembre 2017 s'élève à un montant total de 26.923.520 DT se détaillant comme suit :

Désignation	Long terme	Court terme	Total	Taux d'intérêt
EMPRUNT BNA 4 MDT (1ère tranche)	357 133	285 716	642 849	6,61%
EMPRUNT BNA 4 MDT (2ème tranche)	178 578	142 856	321 434	6,70%
EMPRUNT BNA 4 MDT (3ème tranche)	214 292	142 856	357 148	7,2%
EMPRUNT BNA 1,5 MDT	-	220 000	220 000	TMM+2%
EMPRUNT BNA 8 MDT	6 000 000	1 666 667	7 666 667	TMM+3%
EMPRUNT AMEN BANK 2,5 MDT	1 546 610	292 383	1 838 993	TMM+2,5%
EMPRUNTS STB	5 231 268	1 773 303	7 004 571	TMM+3%
EMPRUNT BH 8,35 MDT	8 350 000	-	8 350 000	4,17%
EMPRUNTS LEASING	235 030	286 828	521 858	
Total	22112911	4 810 609	26 923520	

Il convient de noter que ces emprunts sont assortis des garanties suivantes :

- Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des éléments corporels et incorporels composant le fonds de commerce de la société ;
- Une hypothèque immobilière de premier rang sur les parcelles de terrains sises aux Berges du Lac – Tunis ;

- Une hypothèque immobilière de rang utile dans les parts indivises revenant à la société SOMOCER dans les titres fonciers des terrains sis à Menzel El Hayet ainsi que sur la construction ; et
- Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des équipements et matériels.

5. SOMOCER a fait appel à l'émission de billets de trésorerie et des crédits de financements en devise et en monnaie locale pour des fins de financement à court terme. Le détail de ce financement courant l'exercice 2017 est consigné ci-dessous :

Etablissement financier	Solde au 31/12/2017	Echéance
Crédits de financements	10 726749	2017/2018
Mobilisations des créances	575 140	2018
Billets de trésorerie SANIMED	300 000	23/06/2017
Billets de trésorerie SANADETT	1 500 000	26/06/2018
Billets de trésorerie SANADETT	1 000 000	06/05/2018
Billets de trésorerie MAXULA SICAV	500 000	13/01/2018
Total	14 601889	

6. Cautions solidaires au profit de la société SOMOSAN

Le Conseil d'Administration a autorisé, en date du 06 janvier 2014, les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit :

- ATB : Crédit moyen terme de 3.000.000 DT et crédit de gestion de 775.000 DT ;
- BNA : Crédit moyen terme de 4.000.000 DT et crédit de gestion de 1.550.000 DT ;
- BH : Crédit moyen terme de 2.000.000 DT et crédit de gestion : 775.000 DT ;
- TF Bank : Crédit moyen terme de 1.000.000 €.

7. Placements à court terme

- Courant 2014, SOMOCER a souscrit à trois billets de trésorerie émis par la société AB Corporation pour un montant total de 1.960.000 DT qui se détaillent comme suit :
 - Le premier dont le montant s'élève à 160.000 DT est émis pour une période de 7 mois, commençant le 20 mai 2014 avec une date d'échéance au 31 décembre 2014 avec un taux d'intérêt de 6% par an ;
 - Le deuxième dont le montant s'élève à 700.000 DT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25 mai 2014 avec une date d'échéance au le 31 décembre 2014 avec un taux d'intérêt de 6% par an ;
 - Le troisième dont le montant s'élève à 1.100.000 DT est émis pour une période de 7 mois, commençant le 25 décembre 2014 avec une date d'échéance au le 24 juin 2015 au avec un taux d'intérêt de 6% par an.
- La société SOMOCER Négoco a émis un billet de trésorerie pour un montant s'élevant à 100.000 DT pour une période de 6 mois commençant le 26 décembre 2014 avec une date d'échéance au 25 juin 2015 avec un taux d'intérêt de 6% par an.

Les billets de trésorerie mentionnés ci-dessus n'ont pas été remboursés jusqu'à la date du 31 décembre 2017.

- La souscription par la société « SOMOCER » en date du 21 novembre 2016 d'un billet de trésorerie d'un montant de 500.000 DT émis par la société « SOTEMAIL ». Les intérêts

constatés en 2017 s'élèvent à un montant de 8.133 DT. Ce billet a été remboursé courant l'année 2017.

C- Obligations et engagements de la société envers les dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 II§5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

- Les membres du Conseil d'Administration sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 juin 2017, a décidé l'allocation d'un montant net annuel de jetons de présence de 150.000 DT.
- Les membres du comité permanent d'audit sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. En 2017, aucune rémunération n'a été allouée aux membres du comité.
- Les salaires bruts servis au Directeur Général s'élèvent au titre de l'exercice 2017 à 471.162 DT soit un net annuel de 283.352 DT.
- Les salaires bruts servis au Directeur Général Adjoint s'élèvent au titre de l'exercice 2017 à 206.138 DT soit un net annuel de 128.949 DT.

Ces dirigeants bénéficient aussi d'une voiture de fonction avec prise en charge des frais s'y rattachant et de frais de communications téléphoniques.

Par ailleurs et en dehors des conventions et opérations précitées, nos diligences n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations qui rentrent dans le cadre des articles 200 et suivants et de l'article 475 du code des sociétés commerciales.

Tunis, le 16 mai 2018

Les Commissaires aux Comptes

**Les Commissaires aux Comptes Associés
MTBF**

CRG Audit

Ahmed Belaifa

Chiraz DRIRA